

Art. 3 Le régime de travail à temps réduit peut être instauré pour une durée de six mois maximum, s'il comporte moins de trois jours de travail par semaine ou moins d'une semaine de travail sur deux semaines.

Lorsque le régime de travail à temps réduit a atteint la durée maximum de six mois, l'employeur doit rétablir le régime de travail à temps plein pendant une semaine complète de travail avant qu'une suspension totale ou un nouveau régime de travail à temps réduit ne puisse prendre cours.

Lorsqu'il comporte au moins trois jours de travail par semaine ou une semaine de travail sur deux semaines, le régime de travail à temps réduit peut être instauré pour une durée pouvant excéder six mois.

Art. 4 La faculté prévue aux articles 2 et 3 ne peut être exercée que moyennant une notification par affichage dans les locaux de l'entreprise, à un endroit apparent, au moins sept jours à l'avance, le jour de l'affichage non compris

L'affichage peut être remplacé par une notification écrite à chaque ouvrier mis en chômage, au moins sept jours à l'avance, le jour de la notification non compris.

Communication de l'affichage ou de la notification individuelle doit être adressée par l'employeur au moyen d'une copie, sous pli recommandé à la poste, le jour même de l'affichage ou de la notification individuelle, au bureau du chômage de l'Office national de l'Emploi du lieu où est située l'entreprise.

Ce bureau sera, en même temps, informé des causes économiques qui justifient la suspension totale de l'exécution du contrat de travail ou l'instauration d'un régime de travail à temps réduit.

Art. 5 L'affichage et la notification prévus à l'article 4 doivent indiquer :

1° soit les nom, prénoms et adresse des ouvriers mis en chômage, soit la ou les section(s) de l'entreprise dont l'activité est suspendue;

2° les dates auxquelles les ouvriers seront mis en chômage;

3° la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat de travail ou le régime à temps réduit prendra cours et la date à laquelle cette suspension ou ce régime prendra fin.

Art. 6 Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2001 et cessera d'être en vigueur le 1^{er} avril 2003

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ponza, le 31 mai 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978

Loi du 29 décembre 1990, *Moniteur belge* du 9 janvier 1991.

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992

Loi du 26 mars 1999, *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1999

Arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983, *Moniteur belge* du 21 janvier 1984

Art. 3 De regeling van gedeeltelijke arbeid kan voor een duur van ten hoogste zes maanden worden ingevoerd, indien zij minder dan drie arbeidsdagen per week of minder dan één arbeidsweek per twee weken omvat.

Wanneer de regeling van gedeeltelijke arbeid de maximumduur van zes maanden heeft bereikt, moet de werkgever gedurende een volledige arbeidsweek de regeling van volledige arbeid opnieuw invoeren, alvorens een volledige schorsing of een nieuwe regeling van gedeeltelijke arbeid kan ingaan.

Wanneer de regeling van gedeeltelijke arbeid ten minste drie arbeidsdagen per week of één arbeidsweek per twee weken omvat, kan zij worden ingevoerd voor een duur die zes maanden kan overschrijden.

Art. 4 Van de in de artikelen 2 en 3 geboden mogelijkheid mag enkel gebruik worden gemaakt, mits kennisgeving wordt gedaan door aanplakking op een goed zichtbare plaats in de lokalen van de onderneming, ten minste zeven dagen vooraf, de dag van de aanplakking niet inbegrepen.

De aanplakking kan worden vervangen door een geschreven kennisgeving aan iedere werkloos gestelde werkmán, ten minste zeven dagen vooraf, de dag van de kennisgeving niet inbegrepen.

Mededeling van de aanplakking of individuele kennisgeving, moet door de werkgever bij wijze van een afschrift, onder een bij de post aangetekende omslag, de dag zelf van de aanplakking of van de individuele kennisgeving worden gezonden aan het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming gevestigd is.

Terzelfdertijd zal dit bureau ingelicht worden over de economische redenen die de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst of het instellen van een regeling van gedeeltelijke arbeid rechtvaardigen.

Art. 5 De bij artikel 4 bedoelde aanplakking en kennisgeving moeten vermelden :

1° hetzij de naam, de voornamen en het adres van de werkloos gestelde werklíeden, hetzij de afdeling(en) van de onderneming waar de arbeid wordt geschorst;

2° de data waarop de werklíeden werkloos zullen zijn;

3° de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst of de regeling van gedeeltelijke arbeid zal ingaan en de datum waarop die schorsing of die regeling een einde zal nemen.

Art. 6 Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 april 2001 en treedt buiten werking op 1 april 2003

Art. 7. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ponza, 31 mei 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978

Wet van 29 december 1990, *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 1991.

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992

Wet van 26 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1999

Koninklijk besluit nr. 254 van 31 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984

F. 2001 — 1680

[C — 2001/12307]

31 MAI 2001 — Arrêté royal fixant les délais de préavis pour les ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les agglomérés à base de ciment (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 61, § 1^{er}, modifié par la loi du 20 juillet 1991;

N. 2001 — 1680

[C — 2001/12307]

31 MEI 2001 — Koninklijk besluit tot vaststelling van de opzeggings-termijnen voor de werklíeden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de cementagglomeraten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid op artikel 61, § 1, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1991;

Vu la proposition de la Sous-commission paritaire pour les agglomérés à base de ciment;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3 § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu dans l'intérêt des ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les agglomérés à base de ciment et pour des motifs économiques et sociaux de modifier d'urgence les délais de préavis;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises relevant de la Sous-commission paritaire pour les agglomérés à base de ciment.

Art. 2 En application de l'article 61 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, lorsque le préavis est donné par l'employeur, les délais de préavis sont fixés comme suit :

1^o trente-cinq jours quand il s'agit d'ouvriers qui ont entre six mois et moins de cinq d'ancienneté dans l'entreprise;

2^o quarante-deux jours quand il s'agit d'ouvriers qui ont entre cinq ans et moins de dix ans d'ancienneté dans l'entreprise;

3^o cinquante-six jours quand il s'agit d'ouvriers qui ont entre dix ans et moins de quinze ans d'ancienneté dans l'entreprise;

4^o quatre-vingt-quatre jours quand il s'agit d'ouvriers qui ont entre quinze ans et moins de vingt ans d'ancienneté dans l'entreprise;

5^o cent et douze jours quand il s'agit d'ouvriers qui ont vingt ans ou plus d'ancienneté dans l'entreprise.

Art. 3 § 1^{er}. Les délais de préavis prévus à l'article 2 ne sont pas d'application en cas de licenciement dans le cadre d'un régime de prépension. Dans ce cas, les délais de préavis prévus à l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail sont applicables.

§ 2 Les délais de préavis prévus à l'article 2 ne sont pas d'application pour les ouvriers licenciés en tant que malade de longue durée. Il s'agit des ouvriers dont l'exécution du contrat est suspendue, au sens de l'article 58 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, depuis plus de six mois. Pour ces ouvriers, les délais de préavis prévus à l'article 59 de la même loi sont d'application.

§ 3 Les délais de préavis prévus à l'article 2 ne sont pas non plus applicables lorsque l'employeur licencie un travailleur avec une ancienneté de moins de six mois dans l'entreprise. Dans ce cas, les délais de préavis prévus à l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail sont d'application.

Art. 4 Lorsque le travailleur rompt le contrat de travail, les délais de préavis prévus à l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail sont d'application.

Art. 5 Les préavis notifiés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à sortir leurs effets.

Art. 6 Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7 Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ponza, le 31 mai 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.
Loi du 20 juillet 1991, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1991.

Gelet op het voorstel van het Paritair Subcomité voor de cementagglomeraten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 inzonderheid op artikel 3 § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er dringend aanleiding toe bestaat de opzeggings-termijnen te wijzigen in het belang van de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de cementagglomeraten en om economische en sociale redenen;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1 Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de cementagglomeraten.

Art. 2 In toepassing van artikel 61 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten worden, voorzover de opzegging uitgaat van de werkgever, de opzeggingstermijnen als volgt vastgesteld :

1^o vijftig dagen wat de werklieden betreft die tussen zes maanden en minder dan vijf jaar anciënniteit in de onderneming tellen;

2^o tweeënveertig dagen wat de werklieden betreft die tussen vijf en minder dan tien jaar anciënniteit in de onderneming tellen;

3^o zesenvijftig dagen wat de werklieden betreft die tussen tien en minder dan vijftien jaar anciënniteit in de onderneming tellen;

4^o vierentachtig dagen wat de werklieden betreft die tussen vijftien en minder dan twintig jaar anciënniteit in de onderneming tellen;

5^o honderdentwaalf dagen wat de werklieden betreft die twintig jaar en meer anciënniteit in de onderneming tellen.

Art. 3 § 1 De opzeggingstermijnen bepaald in artikel 2 zijn niet van toepassing ingeval het ontslag gegeven wordt door de werkgever in het kader van een brugpensioenregeling. In dat geval worden de opzeggingstermijnen bepaald in artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, toegepast.

§ 2 De opzeggingstermijnen bepaald in artikel 2 zijn niet van toepassing op de werklieden die worden ontslagen als zieke van lange duur. Dit zijn de werklieden van wie de uitvoering van de arbeidsovereenkomst sinds meer dan zes maanden is geschorst in de zin van artikel 58 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Voor deze werklieden zijn de opzeggingstermijnen bepaald in artikel 59 van dezelfde wet van toepassing.

§ 3 De opzeggingstermijnen bepaald in artikel 2 zijn evenmin van toepassing wanneer de werkgever een werknemer met een anciënniteit van minder dan 6 maanden in de onderneming opzegt. In dit geval zijn de opzeggingstermijnen bepaald in artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten van toepassing.

Art. 4 Wanneer de werknemer de arbeidsovereenkomst beëindigt, zijn de opzeggingstermijnen vastgesteld door artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten van toepassing.

Art. 5 De opzeggingen betekend vóór de inwerkingtreding van dit besluit, blijven al hun gevolgen behouden.

Art. 6 Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7 Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ponza, 31 mei 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.
Wet van 20 juli 1991, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1991.